

Publications périodiques

Comptes annuels

CMA LEASE

Société Anonyme au capital de 160 000 Euros
Siège social : Rue René Rabat Z.I Jarry 97122 Baie de Mahault
414 700 286 R.C.S. Pointe à Pitre.

I. — Bilan au 31 décembre 2017

(Eu Euros.)

Rubriques	Montant brut	Amortissements	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	3 243 149,89	1 999 002,37	1 244 147,52	1 741 620,08
Autres				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Actif immobilise	3 243 149,89	1 999 002,37	1 244 147,52	1 741 620,08
Stocks et en-cours				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	174 033,90	96 681,89	77 352,01	61 435,21
Autres	4 417,07		4 417,07	13 825,03
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	693 769,32		693 769,32	641 895,84
Charges constatées d'avance	28 887,05		28 887,05	43 732,23
Actif circulant	901 107,34	96 681,89	804 425,45	760 888,31
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				

Écarts de conversion active				
Total général	4 144 257,23	2 095 684,26	2 048 572,97	2 502 508,39

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel (dont versé 160 000)	160 000,00	160 000,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Écarts de réévaluation		
Écart d'équivalence		
Réserve légale	16 000,00	16 000,00
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-152 394,51	-83 894,73
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-109 218,13	-68 499,78
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Capitaux propres	-85 612,64	23 605,49
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques	9 234,50	13 949,38
Provisions pour charges		
Provisions pour risques et charges	9 234,50	13 949,38
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 100 436,99	2 425 906,40
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 080,47	26 337,76
Dettes fiscales et sociales	1 762,92	1 762,92
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	989,68	545,76
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	8 681,05	10 400,68
Dettes	2 124 951,11	2 464 953,52
Écarts de conversion passif		
Total général	2 048 572,97	2 502 508,39

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2017.

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens		
Production vendue de services (en France)	714 077,84	709 495,14
Chiffres d'affaires nets	714 077,84	709 495,14
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits nets partiels sur opérations à long terme		
Subventions d'exploitation	7 815,26	7 319,71

Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	40 476,16	89 925,10
Autres produits	248 662,23	281 060,99
Produits d'exploitation	1 011 031,49	1 087 800,94
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		
Variation de stock (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)		
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)		
Autres achats et charges externes	80 684,17	92 485,70
Impôts, taxes et versements assimilés	10 824,72	24 163,47
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations d'exploitation		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	647 263,14	711 163,11
Sur immobilisations : dotations aux provisions		
Sur actif circulant : dotations aux provisions	50 655,41	40 101,76
Pour risques et charges : dotations aux provisions	9 234,50	949,38
Autres charges	292 964,39	255 820,49
Charges d'exploitation	1 091 626,33	1 124 683,91
Résultat d'exploitation	-80 594,84	-36 882,97
Quote-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Produits financiers	-0,00	-0,00
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	24 263,69	32 812,68
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières	24 263,69	32 812,68
Résultat financier	-24 263,69	-32 812,68
Résultat courant avant impôts	-104 858,53	-69 695,65

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	934,91	1 198,40
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Produits exceptionnels	934,91	1 198,40
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 294,51	2,20
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Charges exceptionnelles	5 294,51	2,20
Résultat exceptionnel	-4 359,60	1 196,20
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
Total des produits	1 011 966,40	1 088 999,34
Total des charges	1 121 184,53	1 157 498,79
Bénéfice ou perte	-109 218,13	-68 499,45

III. — Annexe.**I. – Principes et méthodes comptables.**

Les comptes sont établis conformément aux dispositions de la législation française et aux pratiques comptables admises en France, principes et méthodes du plan comptable général.

Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-dessous.

1) Immobilisations : Les immobilisations constituées du matériel de transport sont amorties selon le mode linéaire sur une durée de 4 à 5 ans en fonction de la durée des contrats de locations.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

2) Créances clients et autres créances : Les provisions sur les créances impayées ainsi que sur les créances ayant fait l'objet d'un réaménagement sont calculées en appliquant des taux de provisionnement croissants avec le nombre de mensualités impayées. Les taux retenus reposent sur une approche statistique du risque appliquée sur un portefeuille homogène de créances.

II. – Informations sur les comptes du bilan (en euros).

Immobilisations :

Immobilisations louées en LLD	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Valeur brute	3 648 102	406 405	811 357	3 243 150
Amortissements	1 906 482	647 263	554 743	1 999 002
Total	1 741 620			1 244 148

Créances clients :

	Valeur brute au 31/12/2017	Provision au 31/12/2017	Valeur nette au 31/12/2017
Créances saines	4 778		4 778
Créances douteuses	169 256	96 682	72 574
Total	174 034	96 682	77 352

Autres actifs :

Autres actifs	2017	2016
État (TVA et IS)	43	
Fournisseurs débiteurs		
Fournisseurs immobilisations		
Créances cessions bail		10 006
Débiteurs divers	4 374	3 819
Associés- Comptes courants		
Total	4 417	13 825

Comptes de régularisation – Actif. — Les charges constatées d'avance, d'un montant de 28 887,02 Euros, sont constituées des prestations d'entretien payées d'avance.

Évolution des capitaux propres :

	31/12/2016	Affectation Résultat 2016	31/12/2017
Capital social	160 000		160 000
Réserve légale	16 000		16 000
Report à nouveau	-83 895	-68 500	-152 395
Résultat	-68 500	68 500	-109 218
Dividendes			
Total	23 605	0	-85 613

Le capital social est composé de 10.000 actions d'une valeur nominale de 16 Euros. Le déficit de l'exercice 2016 d'un montant de 68 499,78 euros a été affecté pour la totalité au compte de report à nouveau.

Le résultat de l'exercice 2017 de CMA LEASE est déficitaire de 109 218,13 Euros.

Provision pour risques. — La provision pour risques est constituée d'une provision pour couvrir les risques liés à des suspens.

Réserve financière brute :

Réserve financière brute	VNC	Val finance	Réserve
Année 2016	1 712 737	2 017 897	305 160
Année 2017	1 235 466	1 620 360	384 894

Intérêts courus non échus inclus au poste dettes au près des établissements de crédit :

Passif	2017	2016
À vue (Comptes ordinaires)		
Emprunt à terme	1 629	2 688
Total	1 629	2 688

Autres passifs :

Dettes fournisseurs	2017	2016
Fournisseurs et compte rattachés		
Fournisseurs factures non parvenues	13 080	26 338
Fournisseurs immobilisations		
Sous total	13 080	26 338
État impôts et taxes	1 763	1 763
Créditeurs divers	990	546
Dépôts de garantie		
Total autres passifs	15 833	28 647

Compte de régularisation – passif. — Les produits constatés d'avance, d'un montant de 8 681,05 Euros, sont constitués des loyers perçus d'avance.

État des échéances des créances et dettes. — Toutes les créances sont à moins d'un an.

État des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédits	2 100 437	25 211	2 075 226
Fournisseurs et comptes rattachés	13 080	13 080	
Autres impôts, taxes et assimilés	1 763	1 763	
Autres dettes (clients créditeurs)	990	990	
Produits constatés d'avance	8 681	8 681	
Total	2 124 951	49 726	2 075 226

III. – Informations sur le compte de résultat.

Dotations et reprises de provisions :

	31/12/2016	Dotation	Reprise	31/12/2017
Créances douteuses	72 553	50 655	26 527	96 682
Provisions pour risques	13 949	9 235	13 949	9 235
Total		59 890	40 476	

Charges à payer et produits à recevoir :

	2017	
	Charges	Produits
Charges à payer	9 447	
Produits à recevoir		
Total	9 447	0

Les charges à payer concernent essentiellement des provisions sur les commissions apporteurs et les honoraires des commissaires aux comptes.

Charges et produits exceptionnels :

	2017
--	------

	Charges	Produits
Charges exceptionnelles	5 295	
Produits exceptionnels		935
Total	5 295	935

Les charges exceptionnelles concernent pour 5 090,31€ une perte sur un litige.
Les produits exceptionnels sont des régularisations de dossiers.

IV. – Informations complémentaires

Proposition d'affectation du résultat. — Le résultat net de l'exercice de la société se traduit par une perte de 109 218,13 €, que nous proposons d'affecter en report à nouveau.

Après affectation du résultat le compte report à nouveau débiteur s'élève à 261 612,64 €.

Montant total des honoraires versés aux commissaires aux comptes. — 5 680,00 € HT

Créances et dettes avec les entreprises liées :

	2017	
	Créances	Dettes
Comptes ordinaires	693 769	
Dont entreprises liées	89 983	
Comptes Prêts / Emprunts		2 100 437
Dont entreprises liées		2 100 437
Autres passifs		
Charges à payer		
Produits à recevoir		
Dont entreprises liées		
Total entreprises liées	89 983	2 100 437

La part des entreprises liées sur les opérations bancaires concerne BNP Paribas

Produits et charges avec les entreprises liées :

	2017	
	Charges	Produits
Intérêts et charges assimilés	24 264	
Dont entreprises liées	24 264	
Charges d'exploitation	1 091 626	
Dont entreprises liées	38 492	
Intérêts et produits assimilés		
Dont entreprises liées		
Produits d'exploitation		1 011 031
Dont entreprises liées		
Total entreprises liées	62 756	0

Les opérations avec les entreprises liées concernent pour :

- Les intérêts et charges assimilés, des opérations effectuées avec BNP Paribas.
- Les charges d'exploitation, la refacturation des charges du Crédit Moderne Antilles Guyane.

Effectifs. — La société CMALEASE ne compte pas d'effectifs, elle bénéficie du savoir-faire, des moyens humains et matériels de Crédit Moderne Antilles Guyane pour assurer son développement.

IV. — Procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale ordinaire du 15 mai 2018.

L'an deux mille dix-huit, le 15 mai à 14h30,

Les Actionnaires de la société CMA LEASE se sont réunis, dans les locaux de BNP Paribas Personal Finance au 143 rue Anatole France – 92300 Levallois-Perret, en Assemblée Générale Ordinaire sur convocation faite par le Conseil d'Administration.

Il a été établi, une feuille de présence qui a été émargée par chaque Actionnaire participant à l'Assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel qu'en qualité de mandataire, le cas échéant.

En l'absence du Président Directeur Général, l'Assemblée désigne M Christian DUPLAND en qualité de Président de ladite assemblée.

La société Crédit Moderne Antilles Guyane, représentée par M Christian DUPLAND, ayant reçu pouvoir à cet effet, actionnaire présent et acceptant est appelée comme scrutateur.

Mme Sonia OHANESSIAN assure le secrétariat de la séance.

Le bureau est ainsi constitué.

Le Cabinet MAZARS, Commissaire aux Comptes de la société, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Le Président constate, d'après la feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau, que l'Assemblée Générale réunissant plus du quorum requis par la Loi pour les Assemblées Générales Ordinaires, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- La copie de la lettre de convocation adressée aux Actionnaires,
- Une copie de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux comptes,
- La feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau, à laquelle est annexé le pouvoir de représentation de Crédit Moderne Antilles Guyane à M Christian DUPLAND,
- Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2017 (bilan, compte de résultat et annexe),
- Le rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Les rapports du Commissaire aux comptes (rapport sur les comptes annuels de l'exercice 2017 ; rapport spécial sur les conventions réglementées),
- Le texte des résolutions soumises à la présente Assemblée,
- Un exemplaire des statuts de la société.

Le Président déclare que tous les documents prévus par la Loi ont été adressés ou tenus à la disposition des Actionnaires dans les délais légaux et que la Société n'a été saisie d'aucune demande d'inscription à l'ordre du jour de nouveaux projets de résolutions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il rappelle que la présente Assemblée a été convoquée à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1 – Rapport du conseil d'administration sur l'activité de la société au cours de l'exercice 2017 ;
- 2 – Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2017 ;
- 3 – Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les opérations visées à l'article L.225-38 du code de commerce ;
- 4 – Examen et approbation des comptes de l'exercice 2017 - affectation du résultat ;
- 5 – Démission de M. Jean-Marie BELLAFIORE de son mandat d'administrateur ;
- 6 – Nomination de M. Laurent BERNOIS en tant qu'administrateur ;
- 7 – Nomination de M. Philippe REFFAY en tant qu'administrateur ;
- 8 – Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités légales.

Le Président, avec l'assistance du secrétaire, présente à l'Assemblée les comptes de l'exercice écoulé, le rapport du Conseil d'Administration et les rapports des Commissaires aux comptes.

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

Première résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve le rapport du Conseil d'Administration sur la situation et l'activité de la Société pendant l'exercice 2017 et toutes les opérations qui y sont mentionnées.

Elle prend acte du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels et en accepte les conclusions.

L'Assemblée Générale prend acte de l'absence de dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

L'Assemblée Générale approuve les comptes arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'ils lui ont été présentés et constate l'existence d'une perte de (109.218,13) Euros.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'administration quitus de l'exercice de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires et après lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce, prend acte qu'aucune convention de cette nature n'a été conclue au cours de l'exercice.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, constatant l'existence d'une perte de (109.218,13) euros approuve le projet d'affectation de l'exercice 2017 présenté par le Conseil et décide de l'affecter de la manière suivante :

Perte à répartir :

Perte de l'exercice	-109 218,13 €
Report à nouveau débiteur disponible	-152 394,51 €
Total à affecter :	-261 612,64 €

Emplois :

Report à nouveau	261 612,64 €
Total affecté :	261 612,64 €

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des Impôts, il est précisé qu'au cours des trois derniers exercices, il a été distribué :

- Au titre de l'exercice 2016 pas de dividende versé
- Au titre de l'exercice 2015 pas de dividende versé
- Au titre de l'exercice 2014 pas de dividende versé

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, prend acte de la démission de M. Jean-Marie BELLAFFIORE de son mandat d'administrateur à l'issue de la présente Assemblée Générale.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Cinquième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide de nommer en remplacement M. Laurent BERNOIS pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2024 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. M. Laurent BERNOIS a d'ores et déjà fait savoir qu'il acceptait un tel mandat et a déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Sixième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide de nommer M. Philippe REFFAY pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2024 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. M. Philippe REFFAY a d'ores et déjà fait savoir qu'il acceptait un tel mandat et a déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Septième résolution. — L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs aux Petites Affiches et à tout porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de ses délibérations pour effectuer les dépôts ou publications prescrits par la loi.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été adressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

Le Président
M Christian DUPLAND

Le Secrétaire
Mme Sonia OHANESSIAN

Scrutateur
Société Crédit Moderne Antilles Guyane
Représentée par M Christian DUPLAND

V. — Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale.

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CMA LEASE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Courbevoie, le 27 avril 2018.

Le Commissaire aux comptes :

MAZARS :

Matthew Brown.